

## **gouvernance** Un accord à trois entre grand bond et petits pas

### ANALYSE

**C**e sont des accords fermes. Ils permettent d'envisager qu'on changera de système politique et qu'on renforcera notre démocratie ». L'emphase de Zakiya Khattabi (Ecolo) au moment de présenter, avec Meyrem Almaci (Groen), Olivier Maingain (Défi) et Patrick Dupriez (Ecolo), l'accord intervenu ce mardi sur la gouvernance, se comprend. Se justifie-t-elle pour autant ?

C'est indéniable : le contenu de l'accord est ambitieux. Il y est question de décumul intégral, de plafonnement des rémunérations publiques et privées des mandataires, de lutte contre les conflits d'intérêts, de participation citoyenne, de rationalisation des outils publics... Des mesures toutefois cantonnées au périmètre bruxellois. Exception : le choix d'imposer à la Fédération Wallonie-Bruxelles des ministres issus des exécutifs régionaux.

Ce faisant, les partis signataires se démarquent de leurs vis-à-vis des « traditionnels », tous touchés à des degrés divers par les scandales. Ecolo sort conforté sur son thème de prédilection : la gouvernance. Quant à

Défi, jusqu'ici associé au combat communautaire, il impose l'idée qu'il n'est pas un parti comme les (trois) autres et que la gouvernance peut également guider son combat politique. Un argument qui pourrait peser auprès d'un électorat de centre ou centredroit en rupture avec le MR. Un élément non négligeable également pour doper la tentative de Défi de s'implanter en Wallonie.

### **Peu de moyens de pression**

La présence de Groen, elle, contribue déjà à « faire bouger les lignes ». Le SP.A est prêt à discuter de réformes dans la capitale, au même titre que l'Open VLD. Soit 11 députés sur 17 au sein du groupe linguistique néerlandophone du parlement bruxellois. Car les mesures envisagées par les trois signataires verts et amarante doivent, pour être concrétisées, être soutenues par une majorité simple des députés mais également une majorité simple dans chaque groupe linguistique.

Les signataires l'ont rappelé : le présent accord ne lie en rien Ecolo à une éventuelle participation gouvernementale dans la ca-

pitale. C'est sans doute plus fondamental qu'il n'y paraît. « Il y a des gouvernements en place et qui travaillent, estime Olivier Maingain. Ils ne sont pas en affaires courantes ». Si le CDH entend faire sauter la majorité, il faudra que ses ministres démissionnent. Et si, demain, le PS tentait d'échanger un soutien contre une participation, il en sera pour ses frais. Mais le trio « aubergine » perd aussi un moyen de pression.

Et c'est là le danger. Les propositions vont maintenant circuler auprès des autres partis francophones et néerlandophones. Et des textes seront déposés ou amendés au parlement bruxellois. C'est désormais la stratégie des petits pas. Mais le fait de ne pas lier ces propositions à un éventuel accord de majorité constitue aussi une faiblesse de la démarche entreprise par ces partis. A la rentrée, la pression pourrait être retombée. Il sera alors plus difficile d'obtenir des ralliements sur ces propositions. Au risque de les voir végéter, dans l'attente du prochain scandale. ■

**PASCAL LORENT**